



## **Intersyndicale Alcanet International (groupe Alcatel Lucent) Communiqué de presse**

Meudon, le 9 octobre 2009

Les salariés d'Alcanet International SAS (260 salariés en France), filiale en charge de l'informatique du groupe Alcatel-Lucent, ont entamé sur tous les sites français du groupe un mouvement de grève à l'appel des syndicats CFDT et CFE-CGC. La filiale informatique est en effet au cœur du projet d'externalisation de l'informatique annoncé le 18 juin dernier par les groupes Alcatel-Lucent et HP, ce qui conduirait au transfert de 1020 salariés dans le monde ainsi que des milliers de sous-traitants.

La CFDT et la CFE-CGC dénoncent les refus de la direction de groupe de fournir des informations pertinentes tant au comité d'entreprise qu'au cabinet d'expertise mandaté par le comité d'entreprise. Cette attitude judiciairement et moralement condamnable pourrait bloquer durablement les projets du groupe Alcatel-Lucent. Au mépris des salariés s'ajoute ainsi une faute managériale.

Les syndicats déplorent et condamnent le refus de la direction de la société Alcanet International à négocier des mesures d'accompagnement pour les salariés et notamment pour les plus fragiles. La direction, reconnaissant implicitement les risques humains d'une telle opération, se prépare à mettre en place une structure de support psychologique. Celle-ci ne fera que constater les dégâts compte-tenu de la nature du projet. Les dirigeants d'ALCATEL-LUCENT en porteront la responsabilité, éventuellement en justice.

Les syndicats d'Alcanet soulignent que les groupes d'infogérance ont systématiquement recours à la délocalisation pour de nombreux métiers des services informatiques. La pseudo garantie d'emploi mise en avant par la direction d'Alcatel-Lucent ne fait pas illusion devant les frais pour restructuration – les licenciements – provisionnés par le groupe HP pour ce projet. L'externalisation de plan sociaux est en passe de devenir la formule d'amaigrissement préférée du groupe Alcatel-Lucent pour éviter les plans de sauvegarde de l'emploi en fraudant la loi Française..

Depuis plusieurs mois, les syndicats du groupe dénoncent les pratiques sociales de la nouvelle direction du groupe et des impacts humains dramatiques que cela pourrait avoir sur les salariés d'une filière télécom aujourd'hui en voie de disparition dans la paysage industriel Français.

Contacts :

J. Naveau (DS CFDT - 0610274998)

E. Mignon (DS CFE-CGC - 0612751663)